

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 10 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Notes

Voir :

Documents de la Chambre des représentants :

1928-98/99 :

N° 1. Projet de loi.

N°s 2 et 3. Amendements.

N° 4. Rapport.

N° 5. Texte adopté par la commission.

N° 6. Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Voir aussi :

1929-98/99 :

N° 1. Projet de loi.

N° 2. Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat (article 77 de la Constitution).

Annales de la Chambre : 23 et 25 février 1999.

Document du Sénat :

1-1285-1998/1999 :

N° 1. Projet transmis par la Chambre des représentants.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 10 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Nota's

(1) Zie :

Gedr. St. van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

1928-98/99 :

Nr. 1. Wetsontwerp.

Nrs. 2 en 3. Amendementen.

Nr. 4. Verslag.

Nr. 5. Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 6. Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Zie ook :

1929-98/99 :

Nr. 1. Wetsontwerp.

Nr. 2. Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat (artikel 77 van de Grondwet).

Handelingen van de Kamer : 23 en 25 februari 1999.

Gedr. St. van de Senaat :

1-1285-1998/1999 :

Nr. 1. Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 99 — 1066

[S - C - 99/12067]

28 JANVIER 1999. — Loi relative aux garanties que doivent présenter les substances et préparations en matière de sécurité et de santé des travailleurs en vue de leur bien-être (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE Ier. — *Dispositions introductives*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. La présente loi règle :

1° les obligations des fournisseurs de substances et préparations à l'égard des employeurs en vue du bien-être lors de l'exécution de leur travail, comme défini à l'article 3, § 1^{er}, 1°, de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail;

2° les obligations des personnes qui mettent des substances et préparations sur le marché, à l'égard de la sécurité et de la protection de la santé des travailleurs, ainsi que l'utilisation des substances et préparations.

La présente loi ne vise pas la protection du consommateur, ni celle de l'environnement.

Art. 3. Pour l'application de cette loi, on entend par :

1° substances : les éléments chimiques et leurs composés à l'état naturel ou tels qu'obtenus par tout procédé de production, contenant tout additif nécessaire pour préserver la stabilité du produit et contenant toute impureté dérivant du procédé de production, à l'exclusion toutefois de tout solvant qui peut être séparé sans affecter la stabilité de la substance ni modifier sa composition;

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 99 — 1066

[S - C - 99/12067]

28 JANUARI 1999. — Wet betreffende de waarborgen die de stoffen en preparaten inzake de veiligheid en de gezondheid van de werknemers met het oog op hun welzijn moeten bieden (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepalingen*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Deze wet regelt :

1° de verplichtingen van de leveranciers van stoffen en preparaten ten aanzien van de werkgevers met het oog op het welzijn bij de uitvoering van hun werk, zoals bepaald in artikel 3, § 1, 1°, van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk;

2° de verplichtingen van de personen die stoffen en preparaten op de markt brengen, ten aanzien van de veiligheid en de bescherming van de gezondheid van de werknemers, alsook het gebruik van de stoffen en preparaten.

Deze wet beoogt de bescherming noch van de consument noch van het leefmilieu.

Art. 3. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° stoffen : de chemische elementen en hun verbindingen zoals zij voorkomen in natuurlijke toestand of bij het productieproces ontstaan, met inbegrip van alle additieven die nodig zijn voor het behoud van de stabiliteit van het product en alle onzuiverheden ten gevolge van het productieproces, doch met uitzondering van elk oplosmiddel dat kan worden afgescheiden zonder dat de stabiliteit van de stof wordt aangetast of de samenstelling ervan wordt gewijzigd;

2° nouvelle substance : toute substance qui n'est pas reprise dans l'inventaire EINECS (European Inventory of Existing Commercial Chemical Substances). Cet inventaire contient la liste définitive de toutes les substances sensées se trouver sur le marché de l'Union européenne au 18 septembre 1981;

3° préparations : les mélanges ou solutions qui sont composés de deux ou plusieurs substances;

4° fourniture : la mise à disposition des employeurs, à titre onéreux ou gratuit, de substances et préparations;

5° fournisseur : toute personne qui veille à la fourniture de substances ou préparations.

6° mise sur le marché : l'introduction, l'importation ou la détention en vue de la vente ou de la mise à disposition de tiers, la vente, l'offre en vente, l'offre en location, la location, ou la cession à titre onéreux ou gratuit.

CHAPITRE II. — Obligations des fournisseurs

Art. 4. Tout fournisseur est tenu de fournir à l'employeur les renseignements nécessaires en vue de lui permettre de satisfaire à ses obligations en matière de bien-être au travail.

Art. 5. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, fixer les conditions en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs auxquelles les substances et préparations doivent répondre lors de la fourniture.

A cet effet, Il peut prendre notamment les mesures suivantes :

1° fixer les conditions auxquelles la fourniture doit satisfaire;

2° soumettre la fourniture à une notification préalable, à une autorisation préalable ou à certains essais préalables;

3° déterminer les critères de classification, accompagnés le cas échéant de directives concernant les informations complémentaires et les essais de vérification relatifs à cette classification.

Art. 6. Le Roi peut, en outre, déterminer :

1° les modalités, la fréquence et les conditions d'échantillonnage;

2° les méthodes et le montant maximal des analyses en tenant compte de la capacité contributive des fournisseurs;

3° les conditions d'agrément et de fonctionnement des laboratoires de recherche et d'analyse.

La compétence des laboratoires visés à l'alinéa premier est confirmée par un certificat d'accréditation Beltest ou une attestation équivalente émise par ce dernier.

CHAPITRE III. — Mesures relatives à la mise sur le marché de substances et préparations

Art. 7. Afin de garantir la sécurité et de protéger la santé des travailleurs, le Roi peut prendre des mesures en vue :

1° de réglementer, suspendre ou interdire la mise sur le marché d'une substance ou préparation ainsi que son utilisation;

2° de soumettre la mise sur le marché d'une substance ou d'une préparation ainsi que son utilisation à une autorisation, un enregistrement ou une notification préalables ainsi que de fixer les conditions dans lesquelles les autorisations ou enregistrements peuvent être accordés, suspendus ou retirés;

3° de faire retirer du marché certaines substances ou préparations;

4° de déterminer quelles informations relatives à une substance ou préparation ou à une catégorie de substances ou préparations doivent ou peuvent être données avant ou lors de la mise sur le marché, et de déterminer à qui et selon quelles modalités elles doivent ou peuvent être divulguées;

5° de classer les substances ou préparations en catégories, selon leurs effets sur la sécurité et la santé des travailleurs;

6° de déterminer des règles spécifiques pour l'étiquetage d'une substance ou préparation ou d'une catégorie de substances ou préparations;

7° de soumettre la mise sur le marché d'une substance ou préparation ou d'une catégorie de substances ou préparations ainsi que son utilisation à d'autres conditions particulières.

Le Roi prend les mesures visées à l'alinéa 1^{er}, 2°, 3° et 7° par un arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Art. 8. Sauf dans les cas où la notification n'est pas requise, quiconque souhaite mettre sur le marché une nouvelle substance, en tant que telle ou incorporée dans une préparation, est tenu de le notifier à l'autorité fédérale, selon les dispositions de la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement et de la santé.

2° nieuwe stof : elke stof die niet vermeld staat in de EINECS inventaris (European Inventory of Existing Commercial Chemical Substances). Deze inventaris bevat de definitieve lijst van alle stoffen die geacht worden op 18 september 1981 op de markt van de Europese Unie voor te komen;

3° preparaten : de mengsels of oplossingen die bestaan uit twee of meer stoffen;

4° levering : het ter beschikking stellen van werkgevers, om niet of onder bezwarende titel, van stoffen en preparaten;

5° leverancier : elke persoon die zorgt voor de levering van stoffen of preparaten;

6° op de markt brengen : het binnenbrengen, de invoer of het bezit met het oog op de verkoop of het ter beschikking stellen aan derden, het te koop aanbieden, de verkoop, het huuraanbod, de verhuring, of de afstand onder bezwarende titel of niet.

HOOFDSTUK II. — Verplichtingen van de leveranciers

Art. 4. Elke leverancier is ertoe gehouden aan de werkgever de nodige inlichtingen te verschaffen ten einde hem toe te laten aan zijn verplichtingen met betrekking tot het welzijn op het werk te voldoen.

Art. 5. De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de vereisten inzake de veiligheid en de bescherming van de gezondheid van de werknemers waaraan de stoffen en preparaten bij de levering moeten beantwoorden, vaststellen.

Hiertoe kan Hij inzonderheid de volgende maatregelen treffen :

1° de voorwaarden waaraan de levering moet voldoen vastleggen;

2° de levering doen afhangen van een voorafgaande kennisgeving, van een voorafgaande vergunning of van bepaalde voorafgaande proeven;

3° de indelingscriteria bepalen, in voorkomend geval gepaard gaande met voorschriften inzake aanvullende inlichtingen en inzake verificatietesten in verband met deze indeling.

Art. 6. De Koning kan bovendien bepalen :

1° de wijze, de frequentie en de voorwaarden van bemonstering;

2° de methoden en het maximumbedrag van de analyses rekening houdend met de draagkracht van de leveranciers;

3° de voorwaarden inzake erkenning en werking van de onderzoeks- en analyselaboratoria.

De bekwaamheid van de in het eerste lid bedoelde laboratoria wordt bevestigd door een Beltest-accreditatie certificaat of een door deze laatste uitgereikt gelijkwaardig attest.

HOOFDSTUK III. — Maatregelen betreffende het op de markt brengen van stoffen en preparaten

Art. 7. Ten einde de veiligheid van de werknemers te waarborgen en de gezondheid van de werknemers te beschermen kan de Koning maatregelen nemen om :

1° het op de markt brengen van een stof of preparaat en zijn gebruik te regelen, op te schorten of te verbieden;

2° het op de markt brengen van een stof of preparaat en het gebruik ervan afhankelijk te maken van een voorafgaandelijke toelating, registratie of kennisgeving alsook de voorwaarden te bepalen waaronder toelatingen of registraties kunnen worden verleend, opgeschort of ingetrokken;

3° bepaalde stoffen of preparaten uit de markt te doen nemen;

4° de informatie te bepalen die betreffende een stof of preparaat of een groep van stoffen of preparaten voorafgaandelijk aan hun op de markt brengen of naar aanleiding ervan moet of kan worden verstrekt en aan wie en hoe deze informatie moet of kan worden verstrekt;

5° stoffen en preparaten in te delen in categorieën naargelang hun effect op de veiligheid en op de gezondheid van de werknemers;

6° specifieke regels te bepalen inzake het etiketteren van een stof of preparaat of een groep van stoffen of preparaten;

7° het op de markt brengen van een stof of preparaat of een groep van stoffen of preparaten of zijn gebruik afhankelijk te maken van andere bijzondere voorwaarden.

De Koning neemt de maatregelen bedoeld in het eerste lid, 2°, 3° en 7° bij een in Ministerraad overlegd besluit.

Art. 8. Behalve in die gevallen waarin geen kennisgeving vereist is, is eenieder die een nieuwe stof, als zodanig of verwerkt in een preparaat, op de markt wil brengen, gehouden daarvan kennis te geven aan de federale overheid volgens de bepalingen van de wet van 21 december 1998 betreffende de productnormen ter bevordering van duurzame productie- en consumptiepatronen en ter bescherming van het leefmilieu en de volksgezondheid.

De plus, chaque fois qu'une nouvelle substance peut avoir une influence sur la protection du travail, les conditions et modalités précisées par le Roi sont respectées.

CHAPITRE IV. — Dispositions communes

Art. 9. Le Roi peut, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, prendre dans le champ d'application de la présente loi toutes les mesures requises pour assurer l'exécution des traités et des actes internationaux pris en exécution de ces traités. Il peut, à cette occasion, modifier ou abroger des dispositions légales pour autant qu'elles soient basées sur l'article 78 de la Constitution.

Art. 10. Le Roi peut déterminer dans quelles conditions et pour quels éléments du dossier de notification ou d'autorisation visés aux articles 5, dernier alinéa, 2°, et 8, le notifiant peut invoquer le caractère confidentiel de l'opération.

Cette confidentialité est exclue pour les informations concernant les risques pour la sécurité et la santé des travailleurs et au sujet des précautions à prendre lors de l'utilisation ou du contact avec les produits, substances ou préparations. Le Roi peut, en outre, imposer les conditions dans lesquelles ces données peuvent être communiquées aux instances compétentes des autres Etats membres de l'Union européenne et à la Commission européenne.

Art. 11. Pour autant qu'il n'y soit pas soumis du chef de sa fonction, profession ou d'une disposition légale, quiconque participe à l'exécution de la présente loi et a ainsi accès à des informations dont il connaît ou peut soupçonner le caractère confidentiel, est tenu au secret.

Art. 12. Sans préjudice des attributions de la police judiciaire, les fonctionnaires désignés par le Roi surveillent le respect de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.

Ces fonctionnaires exercent cette surveillance conformément aux dispositions de la loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail.

Art. 13. Ces fonctionnaires peuvent en outre dans l'exécution de leurs missions :

1° accéder à ou pénétrer dans tous les établissements, parties d'établissements, moyens de transport, locaux ou autres endroits, à ciel ouvert ou non, destinés à des activités industrielles, commerciales, agricoles, artisanales ou scientifiques, à toute heure du jour ou de la nuit et sans avertissement préalable.

Toutefois, dans les locaux habités, ils ne peuvent pénétrer qu'avec l'autorisation préalable du juge au tribunal de police;

2° dresser l'inventaire de ces substances et préparations;

3° prélever ou faire prélever gratuitement les échantillons nécessaires pour déterminer la composition et la qualité des substances et préparations faisant l'objet du contrôle ainsi que pour administrer la preuve de l'infraction.

Le cas échéant, les propriétaires, possesseurs ou détenteurs sont tenus de prêter aide et collaboration notamment pour le transport et la conservation des échantillons;

4° saisir, même si un tiers en est propriétaire, ces substances et préparations qui font l'objet de l'infraction, ou les mettre sous scellés;

5° faire exécuter des épreuves sur ces substances et préparations, afin de déterminer si elles répondent aux conditions fixées par la présente loi ou afin d'améliorer ces conditions.

Art. 14. Si les fonctionnaires désignés à cette fin par le Roi constatent que les substances et préparations visées par la présente loi ne remplissent pas les conditions fixées par la présente loi ou s'ils constatent qu'elles remplissent ces conditions et sont utilisées conformément à leur destination mais mettent en danger la sécurité et la santé des travailleurs, ils peuvent prendre les mesures nécessaires pour interdire la fourniture de ces substances et préparations.

Le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des ministres les conditions et les modalités pour l'exercice de la compétence visée à l'alinéa 1^{er}.

La personne qui fait l'objet d'une mesure visée à l'alinéa 1^{er} peut, selon les conditions et les modalités fixées par arrêté délibéré en Conseil des ministres, exercer un recours contre cette mesure auprès du ministre qui a le Travail dans ses compétences.

CHAPITRE V. — Dispositions pénales

Art. 15. Est puni d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 500 à 100 000 francs ou d'une de ces peines seulement quiconque a enfreint les dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution.

Art. 16. En cas de récidive dans les trois années à partir de la condamnation antérieure, la peine peut être portée au double du maximum.

Bovendien worden, telkens wanneer een nieuwe stof een invloed kan hebben op de arbeidsbescherming, de bijzondere voorwaarden en nadere regels die worden vastgesteld door de Koning, gevolgd.

HOOFDSTUK IV. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 9. De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, binnen het toepassingsgebied van deze wet alle maatregelen treffen die nodig zijn voor het uitvoeren van verdragen en van krachtens die verdragen tot stand gekomen internationale akten. Daarbij kan Hij wetsbepalingen opheffen of wijzigen voor zover zij gebaseerd zijn op artikel 78 van de Grondwet.

Art. 10. De Koning kan bepalen onder welke voorwaarden en voor welke elementen van het kennisgevingsdossier of het vergunningsdossier bedoeld in artikelen 5, laatste lid, 2°, en 8, de indiener de behandeling als vertrouwelijk kan invoeren.

Deze vertrouwelijkheid is evenwel uitgesloten voor informatie betreffende de risico's voor de veiligheid en gezondheid van de werknemers, en betreffende de te nemen voorzorgsmaatregelen bij het gebruik van of het contact met deze producten, stoffen of preparaten. De Koning kan daarenboven voorwaarden opleggen waaronder die gegevens kunnen meegedeeld worden aan de bevoegde instanties van de andere Lid-Staten van de Europese Unie en aan de Europese Commissie.

Art. 11. Voor zover hij niet reeds uit hoofde van ambt, beroep of wettelijk voorschrift daartoe gehouden is, is eenieder die bij de uitvoering van deze wet betrokken is en daarbij toegang krijgt tot gegevens waarvan hij het vertrouwelijk karakter kent of kan vermoeden, verplicht tot geheimhouding.

Art. 12. Onverminderd de bevoegdheden van de gerechtelijke politie houden de door de Koning aangewezen ambtenaren toezicht op de naleving van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Deze ambtenaren oefenen dit toezicht uit overeenkomstig de bepalingen van de wet van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie.

Art. 13. Bovendien mogen deze ambtenaren bij de uitoefening van hun opdracht :

1° op elk ogenblik van de dag of van de nacht, zonder voorafgaande verwittiging, alle inrichtingen, gedeelten van inrichtingen, vervoermiddelen, lokalen of andere plaatsen, al dan niet in de open lucht gelegen en bestemd voor nijverheids-, handels-, landbouw-, ambachtelijke of wetenschappelijke activiteiten, betreden of binnentreden.

Tot bewoonde lokalen hebben zij evenwel enkel toegang wanneer de rechter in de politierechtbank vooraf toestemming heeft verleend;

2° de inventaris opmaken van deze stoffen en preparaten;

3° zonder kosten de nodige monsters nemen of laten nemen voor het bepalen van de samenstelling en de hoedanigheid van de stoffen en preparaten die het voorwerp uitmaken van de controle, alsmede voor het leveren van het bewijs van de inbreuk.

In voorkomend geval dienen de eigenaars, bezitters of houders bijstand en medewerking te verlenen, die inzonderheid nodig zijn voor het vervoer en het behoud der monsters;

4° beslag leggen, zelfs indien een derde er eigenaar van is, op deze stoffen en preparaten die het voorwerp van de inbreuk uitmaken of deze verzegelen

5° proeven laten uitvoeren op deze stoffen en preparaten, teneinde vast te stellen of zij aan de vereisten voldoen die vastgesteld zijn in toepassing van deze wet of met het oog op de verbetering van die vereisten.

Art. 14. Indien de hiertoe door de Koning aangewezen ambtenaren vaststellen dat de in deze wet bedoelde stoffen en preparaten niet voldoen aan de krachtens deze wet vastgestelde vereisten of indien zij vaststellen dat zij aan deze vereisten voldoen en overeenkomstig hun bestemming worden gebruikt, maar de veiligheid en de gezondheid van werknemers in gevaar brengen, kunnen zij de nodige maatregelen nemen om de levering van deze stoffen en preparaten te verbieden.

De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit de voorwaarden en de nadere regels voor de uitoefening van de in het eerste lid bedoelde bevoegdheid.

De persoon tegen wie een in het eerste lid bedoelde maatregel is getroffen kan, onder de voorwaarden en volgens de nadere regels vastgesteld bij een in Ministerraad overlegd besluit, tegen deze maatregel een beroep instellen bij de Minister die de Arbeid tot zijn bevoegdheid heeft.

HOOFDSTUK V. — Strafbepalingen

Art. 15. Met gevangenisstraf van acht dagen tot drie jaar en een geldboete van 500 tot 100 000 frank of met één van die straffen alleen wordt gestraft al wie de bepalingen van deze wet of haar uitvoeringsbesluiten heeft overtreden.

Art. 16. Bij herhaling binnen drie jaar na een vorige veroordeling, kan de straf op het dubbel van het maximum worden gebracht.

Art. 17. L'employeur est civilement responsable du paiement des amendes auxquelles ses préposés ou mandataires ont été condamnés.

Art. 18. § 1^{er}. Toutes les dispositions du livre Ier du Code pénal, y compris le chapitre VII, sont applicables aux infractions visées par la présente loi.

§ 2. L'article 85 du Code précité est applicable aux infractions visées par la présente loi sans que le montant de l'amende puisse être inférieur à 40 % des montants minima visés par la présente loi.

Art. 19. L'action publique résultant des infractions aux dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution se prescrit par cinq ans à compter du fait qui a donné naissance à l'action.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales

Art. 20. Le Roi prend les mesures prévues par la présente loi après avoir recueilli l'avis du Conseil supérieur pour la Prévention et la Protection au Travail,

Ce Conseil rend son avis dans les deux mois suivant la demande qui lui en est faite. Après l'expiration de ce délai, il peut y être passé outre.

L'avis du Conseil supérieur pour la Prévention et la Protection au travail n'est cependant pas requis pour les arrêtés transposant des directives du Conseil de l'Union européenne établies sur la base de l'article 100A du Traité instituant l'Union européenne, signé à Rome le 25 mars 1957. Le président du Conseil supérieur est informé des mesures fixées.

Art. 21. L'article 1^{er} bis de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales, remplacé par la loi du 23 mars 1994 et modifié par les lois des 30 mars 1994 et 4 août 1996, est complété comme suit:

« 11° de 10 000 francs à 1 000 000 francs à la personne qui a enfreint les dispositions de la loi du 28 janvier 1999 relative aux garanties qui doivent présenter les substances et préparations en matière de sécurité et santé des travailleurs en vue de leur bien-être ou de ses arrêtés d'exécution. »

Art. 22. Les infractions à l'article 8, alinéa 1^{er}, sont exclusivement poursuivies et sanctionnées selon les dispositions de la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement et de la santé.

Art. 23. Les dispositions concernées du Règlement général pour la protection du travail restent en vigueur jusqu'à leur abrogation expresse ou jusqu'à l'expiration de leur durée de validité.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 28 janvier 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—
Note

(1) Références parlementaires :

Session ordinaire 1998-1999.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 1741/1. — Amendement, n° 1741/2. — Rapport, n° 1741/3. — Texte adopté par la Commission, n° 1741/4. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 1741/5.

Annales de la Chambre. — Séance du 7 janvier 1999.
Sénat.

Documents du Sénat. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-1223/1. — Projet non évoqué par le Sénat, n° 1-1223/2.

Annales du Sénat. — Séance du 14 janvier 1999.

Art. 17. De werkgever is burgerrechtelijk aansprakelijk voor de betaling van de geldboeten waartoe zijn aangestelden of lasthebbers worden veroordeeld.

Art. 18. § 1. Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII, zijn toepasselijk op de bij deze wet bepaalde misdrijven.

§ 2. Artikel 85 van voormeld Wetboek is toepasselijk op de in deze wet bepaalde misdrijven zonder dat het bedrag van de geldboete lager mag zijn dan 40 % van de bij deze wet bepaalde minimumbedragen.

Art. 19. De strafvordering wegens overtreding van de bepalingen van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan verjaart door verloop van vijf jaar na het feit waaruit de vordering is ontstaan.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

Art. 20. De Koning neemt de in deze wet bedoelde maatregelen na het inwinnen van het advies van de Hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het Werk.

Deze Raad geeft zijn advies binnen twee maanden nadat het hem gevraagd is. Na het verstrijken van deze termijn mag eraan voorbij gegaan worden.

Het advies van de Hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het Werk is evenwel niet vereist voor de besluiten tot omzetting van richtlijnen van de Raad van de Europese Unie die zijn vastgelegd op grond van artikel 100A van het Verdrag tot oprichting van de Europese Unie gesloten te Rome op 25 maart 1957. De Voorzitter van de Hoge Raad, wordt op de hoogte gebracht van de vastgestelde maatregelen.

Art. 21. Artikel 1bis van de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op sommige sociale wetten, vervangen bij de wet 23 maart 1994 en gewijzigd bij de wetten van 30 maart 1994 en 4 augustus 1996, wordt aangevuld als volgt :

« 11° van 10 000 frank tot 1 000 000 frank aan de persoon die de wet van 28 januari 1999 betreffende de waarborgen die de stoffen en preparaten inzake de veiligheid en de gezondheid van de werknemers met het oog op hun welzijn moeten bieden of de uitvoeringsbesluiten ervan heeft overtreden. »

Art. 22. De overtredingen van artikel 8, eerste lid, worden uitsluitend vervolgd en gesanctioneerd overeenkomstig de bepalingen van de wet van 21 december 1998 betreffende productnormen ter bevordering van duurzame productie- en consumptiepatronen en ter bescherming van het leefmilieu en de volksgezondheid.

Art. 23. De betreffende bepalingen van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming blijven van kracht totdat zij uitdrukkelijk worden opgeheven of totdat hun geldigheidsdatum verstrijkt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekend en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 28 januari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—
Nota

(1) Parlementaire verwijzingen :

Gewone zitting 1998-1999.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp, nr. 1741/1. — Amendement, nr. 1741/2. — Verslag, nr. 1741/3. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1741/4. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1741/5.

Handelingen van de Kamer. — Vergadering van 7 januari 1999.
Senaat.

Stukken van de Senaat. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1223/1. — Ontwerp niet geëvoeerd door de Senaat, nr. 1-1223/2.

Handelingen van de Senaat. — Vergadering van 14 januari 1999.